

Barta

LA LUTTE DE CLASSES n° 36

19 septembre 1944

Mention de la bande titre :

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !
ORGANE DU GROUPE COMMUNISTE (IVÈME INTERNATIONALE)
2^{ème} année n° 36

OU VA LA FRANCE ?

Texte publié en six parties, dans les numéros 36 à 43 de "LA LUTTE DE CLASSES".

A qui appartient le pouvoir ?

Dans notre dernier numéro nous avons montré comment l'opération appelée "insurrection nationale" n'était qu'une *escroquerie politique* qui, comme la "révolution nationale" de Pétain, devait faire croire aux travailleurs *que ce n'est pas l'Etat bourgeois dans son ensemble et en tant qu'instrument de domination de la classe capitaliste qui est l'ennemi numéro un des masses travailleuses !*

Pétain s'en prit à la forme parlementaire de l'Etat, exécrée par les masses de plus en plus et haïe à partir de septembre 1939, et la rendit responsable de tous les désastres qui se sont abattus sur la France, y compris l'effondrement général de juin 1940. Il appela astucieusement *DEMOCRATIE la dictature parlementaire* des cliques politiques bourgeoises, pour pouvoir ainsi présenter *son pouvoir personnel* comme un ordre "nouveau". La *Résistance* s'en prit à la dictature de Pétain, pour mieux sauver *les instruments de la dictature de la bourgeoisie* sur le prolétariat : *la police, l'armée permanente, la bureaucratie*, etc... Et si le chef du gouvernement, De Gaulle, se camoufle actuellement derrière des phrases "républicaines" (comme le fit en son temps un certain Louis Bonaparte pour arriver à l'Empire) c'est uniquement pour tromper les masses jusqu'au moment où la situation aura "évolué"...

Voici quatre semaines à peine que le régime "républicain" a remplacé celui de "l'Etat c'est moi", les fumées se dissipent et les choses commencent à montrer leur véritable aspect. De Gaulle affirme s'appuyer sur les lois de la République : mais ces lois de la "République", *ce sont les lois scélérates votées depuis 1938 et surtout en 1939-1940 par le Parlement, lois féroces anti-communistes et anti-prolétariennes qui donnent un pouvoir DICTATORIAL au gouvernement bourgeois*. En vain *l'Humanité* (qui fournit au gouvernement de la chair à canon patriotique) se lamente-t-elle sur le manque de démocratie véritable. Comme nous n'avons cessé de l'expliquer, à notre époque de guerres impérialistes et de guerre civile, quand le capitalisme pourrit toute la société, *ce n'est pas la forme de l'Etat qui décide de la démocratie, mais à qui appartient le pouvoir* : à la bourgeoisie, par des *organes éloignés des masses, au-dessus et contre elles* (police, etc...), ou aux travailleurs, par des organes non distincts de la masse, qui sont leur émanation directe : les Conseils ouvriers et paysans, organisations du pouvoir des masses en lutte. Grâce aux staliniens, *le pouvoir n'a pas un instant cessé d'être entièrement entre les mains de la bourgeoisie, car les masses ne disposent d'aucun organe du pouvoir qui soit leur émanation et leur instrument exclusif contre les entreprises de la bourgeoisie* (milices ouvrières, comités d'usine et de quartier, etc...).

De Gaulle réussira-t-il mieux que Pétain ?

Cependant, l'appareil bureaucratico-militaire, en présence d'une crise profonde politique et économique et des bouleversements militaires, ne suffit pas à la bourgeoisie pour mater complètement la classe ouvrière. L'échec de Pétain n'est pas dû au retrait des troupes allemandes – il aurait trouvé l'appui américain s'il avait pu se maintenir, ce fait est actuellement notoire – mais Pétain est resté "suspendu en l'air" parce qu'il n'avait aucun appui du côté des masses. L'appareil bureaucratico-policiers n'eût rien de plus pressé à faire que de passer du côté de De Gaulle pour se refaire une "popularité".

Mater complètement le prolétariat, cela seules les troupes fascistes auraient pu le faire. Le fascisme fait plus que réduire le mouvement ouvrier à l'illégalité. Il dissout toute activité des organisations ouvrières quelles qu'elles soient, de telle façon que le mouvement ne peut plus s'organiser, même illégalement, hormis de petits groupes *isolés de la classe*. Car le fascisme est lui-même *un mouvement de masses*, de la petite-bourgeoisie en particulier, qui, exaspérée par la crise, est habilement jetée contre les organisations ouvrières par les capitalistes cachés derrière un sauveur "socialiste" et "national" genre Mussolini ou Hitler. Mais la bourgeoisie n'a pas encore réussi à développer en France un mouvement fasciste d'importance décisive.

De Gaulle est en présence de la même tâche que Pétain : instaurer "l'ordre" dans une situation commandée par la guerre et l'épuisement économique, physique et moral de la nation. Ce qui signifie rejeter toutes les difficultés de cette situation sur les masses travailleuses et pauvres : sans attendre, la bourgeoisie s'oppose déjà à la reprise du travail dans des conditions qu'elle n'aurait pas elle-même déterminées.

Contrairement à Pétain, De Gaulle a incontestablement les masses populaires derrière lui. Mais de quoi est faite cette confiance ? Les petits-bourgeois lui font confiance en tant que représentant de leurs aspirations patriotico-chauvines, capable en même temps de *s'opposer aux exigences de la classe ouvrière et de mater le communisme*. La classe ouvrière, elle, fait confiance au PC, au PS et à la CGT et compte sur eux pour arracher à De Gaulle des réformes substantielles en faveur de la démocratie et des travailleurs !

Cette "confiance" générale cache en réalité un conflit inévitable. En l'absence d'une amélioration économique et diplomatique considérable et immédiate – ce qui est chose exclue – que se passera-t-il ? Les travailleurs *patienteront* sous la pression des organisations social-patriotes, mais ne pourront pas cesser d'exiger des améliorations *constantes*, ce qui les poussera de plus en plus loin dans la voie de la lutte anti-capitaliste et pour leur propre pouvoir. De leur côté, les petits-bourgeois, que les capitalistes trompent en attribuant leur misère aux revendications ouvrières, s'exaspéreront. Ne sachant plus à quel saint se vouer, ils seront de plus en plus travaillés par les cadres fascistes, constituant non plus comme avant la guerre des groupes isolés, mais dès aujourd'hui, à l'échelle nationale, la base d'un parti fasciste puissant à qui ne manque plus que la sympathie des masses. Ainsi la situation ne peut se développer que vers des solutions extrêmes : ou la *dictature du prolétariat* et l'expropriation de la bourgeoisie (solution *progressive* de la crise), ou l'écrasement du prolétariat par le fascisme, rejet de toute la société vers la barbarie pour le maintien du capitalisme.

De Gaulle ne représente qu'un régime de transition de plus ou moins longue durée, un essai de dictature bonapartiste voulant maintenir l'équilibre entre les classes. Mais, de même qu'en Allemagne, en Espagne, etc., seul le heurt décisif entre le prolétariat et les organisations fascistes et bureaucratico-militaires de la bourgeoisie décidera de l'issue de la situation.

Le bonapartisme de gauche, fourrier du fascisme.

Quoique la *fonction fondamentale* du gouvernement de De Gaulle reste celle du gouvernement Pétain (dictature de la bourgeoisie) cependant, du point de vue dynamique (l'évolution du rapport de forces entre les classes), il représente une nouvelle phase de la lutte de classes en France. La décomposition de l'appareil étatique, en tant qu'instrument centralisé et obéissant normalement au seul gouvernement légal (décomposition due à la pression contradictoire des impérialistes alliés et allemand sur l'Etat français ainsi qu'à la résistance des masses contre celui-ci), rend nécessaire au gouvernement l'appui des organisations ouvrières social-patriotes. En présence des souffrances inouïes infligées aux travailleurs par cinq années de guerre et des innombrables preuves de banditisme de la part des classes dirigeantes vis-à-vis des travailleurs français *seule la rentrée en scène des bureaucrates ouvriers social-patriotes peut maintenir pour un certain temps les masses dans "l'ordre" bourgeois et obtenir leur appui pour la continuation de la guerre*.

Mais, d'autre part, se maintenir à l'aide des organisations ouvrières conciliatrices, *cela implique une certaine légalité de l'action ouvrière*. C'est par là que le bonapartisme (dictature bureaucratico-policière) de gauche de De Gaulle se différencie du bonapartisme de droite de Pétain : non par ce qu'il représente de donné à la classe ouvrière, mais par ce que la classe ouvrière peut conquérir, si elle se soustrait à l'influence social-patriote et adopte *une politique révolutionnaire intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie*.

Sans une politique révolutionnaire, sans une action jusqu'au bout de la classe ouvrière contre la bourgeoisie *prenant comme point de départ la légalité de fait*, le régime actuel ne serait que le fourrier du fascisme. Agissant tout comme celui de Pétain en faveur de la bourgeoisie (chose déjà évidente six semaines à peine après son installation), le gouvernement bonapartiste "de gauche" fait endosser, aux yeux des larges couches exploitées, la responsabilité de sa politique aux organisations ouvrières dont il a l'alliance ; ce n'est plus l'Etat bourgeois qui apparaît comme le responsable de la nouvelle faillite, mais le socialisme, le communisme, la classe ouvrière... C'est ainsi que Pétain put, en 1940, rendre responsable la classe ouvrière de la politique bourgeoise du Front Populaire, non seulement aux yeux des ennemis de toujours du prolétariat, mais aussi aux yeux des couches pauvres de la population (paysans, petits rentiers, petits commerçants, etc...).

En absence d'une politique révolutionnaire qui dresse les ouvriers contre l'Etat bourgeois (surtout quand il se camoufle "à gauche") le bonapartisme appuyé sur les sommets bureaucratiques de la classe ouvrière ne représente qu'une oscillation dans le rapport des forces entre les camps bourgeois et prolétarien et prépare encore plus sûrement que le bonapartisme de droite (Pétain) la révolte des masses petites-bourgeoises contre le "communisme", "l'anarchie". En effet, la lutte des classes entre les ouvriers et la bourgeoisie appelle une solution décisive pour savoir qui est maître dans la maison, de l'ouvrier ou du patron. Leurs intérêts ne peuvent pas être conciliés, on ne le voit que trop depuis 1934. Si c'est l'ouvrier, il faut que les travailleurs instaurent leur dictature pour en finir avec le sabotage et le banditisme patronal ; mais si les travailleurs ne vont pas jusqu'au bout de la lutte, s'ils cherchent des solutions "moyennes" (qui en fait signifient la paralysie de l'économie), alors ce sont les patrons qui lancent les bandes fascistes à l'attaque en mobilisant la petite-bourgeoisie contre "l'anarchie".

En Allemagne, avant la victoire définitive de Hitler (1933) il y eut de semblables oscillations du pouvoir étatique de droite à "gauche" et de "gauche" à droite, de même qu'en France, depuis février 1934, nous avons connu des oscillations allant du réactionnaire Doumergue vers le "socialiste" Blum (1936) et de Blum vers Daladier (1938-1939) et vers Pétain.

Quand les masses ont successivement expérimenté le régime bureaucratico-militaire sous toutes ses formes, sous la pression des souffrances inouïes que leur inflige le capitalisme (crises, chômage, guerres), elles sont prêtes à adopter une solution extrême : dictature du prolétariat ou "révolution" fasciste. C'est à ce choix inévitable que nous conduit le gouvernement actuel. Voilà pourquoi, *si les organisations social-patriotes maintiennent la classe ouvrière dans le sillage de De Gaulle au lieu de la mobiliser pour la dictature du prolétariat, elles préparent pour demain la victoire du fascisme*.

LES SOURCES "IDEOLOGIQUES" DU FASCISME

L'existence d'un grave danger fasciste, malgré la défaite militaire de l'impérialisme allemand en France, nous ne l'inventons pas. Quotidiennement *l'Humanité* dénonce l'action anti-ouvrière et anti-démocratique (cette dernière provenant directement de l'activité du gouvernement et de l'administration) qui se renforce à une allure de plus en plus rapide.

Après avoir essayé d'attribuer cette action réactionnaire de grande envergure aux "îlots hitlériens" encore subsistant à l'arrière, *l'Humanité* est obligée d'avouer : "mais l'écrasement militaire de l'Allemagne NE SERVIRAIT DE RIEN à la longue si, PARTOUT (donc en France) le fascisme ne subissait pas un écrasement moral et politique complet" (22/10/44). Ainsi *l'Humanité* est finalement contrainte d'avouer l'étendue du danger. La classe ouvrière n'est pas simplement devant une tâche militaire (lutte physique) contre des "îlots hitlériens". La classe ouvrière se trouve devant une tâche politique et morale décisive, pour empêcher les éléments du peuple désespérés ou égarés (chômeurs, petits-bourgeois ruinés des villes, paysans) de se laisser attirer dans le camp fasciste et de transformer celui-ci en une force de masses.

Comment les chefs staliniens "écrasent" politiquement le fascisme, nous l'avons vu dans le précédent numéro : ils soutiennent De Gaulle, c'est-à-dire la bourgeoisie. En faisant en-dosser aux organisations ouvrières les responsabilités de la politique gouvernementale dans une situation catastrophique pour les masses, ils portent de l'eau au moulin fasciste.

Mais les chefs staliniens ont la prétention d'écraser aussi moralement le fascisme, c'est-à-dire son idéologie.

Qu'est-ce que l'idéologie fasciste ? La caractéristique fondamentale du fascisme, c'est l'exaspération du nationalisme. Pourquoi le nationalisme est-il devenu le moyen fondamental de la réaction et du fascisme pour la bourgeoisie, contre les masses exploitées ? C'est parce qu'à notre époque le capitalisme, en créant une économie mondiale, a détruit toute possibilité de vie économique indépendante (nationale) ; dans ces conditions le nationalisme n'est plus une doctrine d'émancipation des peuples, mais une doctrine d'asservissement. Pour les vieilles nations capitalistes (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, etc...), le nationalisme n'est pas l'affirmation du droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes, mais de la volonté d'opprimer des peuples plus faibles (Empire pour la France, "espace vital" pour l'Allemagne, etc.). Dans ces conditions, l'exaspération du sentiment nationaliste pousse infailliblement les classes sociales opprimées de ces pays capitalistes (petits-bourgeois et ouvriers) dans les bras de la bourgeoisie, pour une politique impérialiste de domination.

De cette façon, le nationalisme détourne les classes exploitées de leur propre lutte contre la bourgeoisie (lutte de classes) en leur faisant croire que leurs souffrances inouïes ne sont pas dues au régime capitaliste, que la tâche principale n'est pas de renverser leurs propres exploités bourgeois ; il les détourne vers la lutte extérieure pour les "conquêtes civilisatrices", pour la main-mise sur les positions économiques et stratégiques nécessaires à la "mission" spéciale de la nation : images derrière lesquelles se cachent les capitalistes !

Le contre-poison de "l'idéologie" nationaliste ne peut être que l'internationalisme. Il exprime non pas "un vague rêve de solidarité" entre les hommes, mais les intérêts décisifs de toute la population du globe terrestre (en dehors des cliques capitalistes qui dirigent les peuples), il représente l'alliance réelle entre tous les opprimés et exploités contre leurs capitalistes. La victoire de l'idéologie nationaliste ou de l'idéologie internationaliste au sein de la classe ouvrière n'est pas une affaire de "sentiments", mais décide de la guerre ou de la paix dans le monde, de la barbare oppression fasciste et militariste ou de la liberté...

Que font les chefs staliniens pour vaincre l'idéologie du fascisme ?

Ils ont prétendu écraser le fascisme avec ses propres armes idéologiques.

C'est ainsi qu'en Allemagne le PCA voulut concurrencer Hitler, pour le supplanter au-près des masses, sur le terrain nationaliste, et lança lui aussi des mots-d'ordre de "libération nationale" (avant 1933) et de "la lutte contre l'étranger" (contre le traité de Versailles).

En France depuis le pacte Staline-Laval (1935) les chefs staliniens ont glissé progressivement vers la démagogie nationaliste. Ayant repris le mot-d'ordre de "la France aux Français" à l'Action Française, ils en sont arrivés à reprendre "la Marseillaise" aux trusts (Duclos) !

Les chefs staliniens expliquent aux militants de la base que tout cela n'est que de la "tactique", que l'internationalisme doctrinal est difficile à faire rentrer dans la tête des masses et qu'en gagnant les masses à eux avec des mots-d'ordre qui "prennent", ils nous conduiront eux, les chefs, vers le communisme.

Mais le communisme ou le fascisme ne dépendent pas de la volonté des chefs. Ils dépendent du choix final que les masses feront entre le Parti ouvrier ou le Parti de la bourgeoisie.

Comment est déterminé ce choix ? Par la démagogie des Partis en présence ? Non. Mais par la capacité du Parti ouvrier à attaquer la base même de l'exploitation capitaliste, par sa capacité de renverser la bourgeoisie, chose qui n'est possible qu'à l'aide d'une idéologie internationaliste de classe.

OOO

Sur le terrain de la démagogie et du nationalisme, c'est le Parti bourgeois qui doit avoir le dessus. La solution prolétarienne (internationaliste) n'étant pas offerte aux masses pour en finir avec un régime qui les étouffe, celles-ci ne se consolent pas avec des raisonnements sur la tactique, mais se tourneront infailliblement vers les Partis qui sur le terrain du nationalisme et de la démagogie vont jusqu'au bout, c'est-à-dire qui ont la possibilité réelle -parce qu'agents de la bourgeoisie- d'offrir, par des aventures militaires à l'extérieur, une issue pratique au nationalisme.

Sur le terrain nationaliste et de la démagogie chauvine, le Parti ouvrier ne peut devenir un Parti dirigeant du pays. Il ne peut être qu'un Parti donnant des conseils au gouvernement, tâchant de se montrer plus nationaliste que les autres, mais qui ne sera jamais maître dans la maison. Sur le terrain du nationalisme, c'est toujours les Partis bourgeois qui vaincront ; en abandonnant l'idéologie internationaliste, les Partis ouvriers préparent la victoire du fascisme. Voilà pourquoi en Allemagne, quand la question fut posée sur le terrain nationaliste aussi bien par Thaelmann (communiste) que par Hitler, les masses choisirent Hitler, car sur ce terrain c'était Hitler seulement qui pouvait aller jusqu'au bout.

Nous voyons aujourd'hui à quelles catastrophes l'abandon de l'internationalisme par le PCA a conduit le peuple allemand. Nous sommes en France, aujourd'hui, en présence d'un danger aussi grand.

Sur le terrain de la préparation des esprits, les moyens "idéologiques" des staliniens rendent un service décisif aux fascistes. La ligne politique peut être redressée rapidement et les défaites surmontées par la simple volonté de tenir compte des leçons des faits. Mais il en est tout autrement dans le domaine moral de la préparation idéologique. Le poison nationaliste répandu dans les masses ne peut pas être éliminé du jour au lendemain. Il y faut de longues années. Car ce poison est engendré constamment par la propagande bourgeoise et ce n'est qu'après un travail d'années que le Parti communiste peut habituer l'avant-garde ouvrière à une pensée conforme à ses propres intérêts, c'est-à-dire la pensée internationaliste. Dans le domaine de la préparation idéologique les chefs staliniens font donc depuis 1935 tout ce qu'ils peuvent pour préparer la victoire du fascisme.

Mais heureusement, la base du Parti, comme en témoigne le mécontentement croissant parmi les militants du PC, reste fidèle au communisme et chaque fois que se manifeste sur eux l'influence directe du "trotskysme" (communisme véritable) ils se montrent tels qu'ils sont, c'est-à-dire internationalistes.

C'est cette fidélité au communisme, qui subsiste dans l'avant-garde de la classe ouvrière malgré le poison idéologique stalinien, qui est le gage d'avenir le plus précieux.

LA LUTTE OUVERTE CONTRE LE FASCISME

Ce n'est qu'en ayant exactement compris la véritable nature du fascisme que l'avant-garde ouvrière saura lutter contre cette pire réaction de la société bourgeoise.

Le fascisme surgit constamment de la pourriture et de la décadence de la société capitaliste. Il représente un système de dictature auquel la classe capitaliste a recours pour sauvegarder sa domination menacée, en instaurant le régime politique qui correspond le mieux à sa dictature économique incontrôlée sur la nation. Comment ?

Le système de production basé sur le profit et l'appropriation privée capitaliste ayant abouti à la concentration de toutes les richesses entre les mains d'une poignée de monopoleurs capitalistes, a définitivement voué à la ruine et à la pauvreté les classes intermédiaires, la petite-bourgeoisie. Celle-ci est passée, à notre époque impérialiste, de la tranquillité sociale caractéristique au petit-bourgeois qui en faisait un appui de la démocratie, à la révolte permanente contre l'ordre existant.

La révolte de la petite-bourgeoisie contre l'ordre existant n'est pas par sa nature dirigée contre la classe ouvrière ; elle est de tendance anti-capitaliste. Mais le petit bourgeois ruiné (rentier, petit commerçant, petit paysan, etc...) n'a pas la même position de classe vis-à-vis du capitaliste que l'ouvrier ; celui-ci, tout naturellement, s'oppose sur le lieu de travail à son exploiteur, à son patron, à son capitaliste ; ce qui fait que l'ensemble des ouvriers s'oppose à l'ensemble des capitalistes. Contrairement à la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie n'a pas une idée concrète de ce que c'est que le capitalisme.

C'est en tenant compte de cette situation que la bourgeoisie, pour sauver l'ensemble de sa domination, organise par l'intermédiaire des politiciens fascistes, une "lutte anti-capitaliste" dirigée démagogiquement contre des capitalistes isolés : "banquiers juifs", "patrons anti-sociaux", etc. Le fascisme les prend comme boucs émissaires de la crise économique, des louches combinaisons financières, etc. Sur le plan politique il s'en prend à la "démocratie", au système parlementaire, à l'impuissance de ce régime devant la misère des masses (impuissance qui est due au fait que ce régime ne camoufle que la dictature de la bourgeoisie). Mais là où se dévoile la nature du fascisme, c'est qu'il identifie la dictature bourgeoise parlementaire à l'existence des partis ouvriers, des organisations autonomes, politiques ou professionnelles de la classe ouvrière, maudit le "communisme" et "l'anarchie" et sous prétexte de lutter contre le régime pourri, lance ses troupes à l'assaut des organisations de la classe ouvrière.

Le fascisme, instrument politique de la grande bourgeoisie, et qui peut prendre n'importe quelle étiquette et n'importe quel masque, utilise donc la révolte des couches exploitées de la petite-bourgeoisie en les attirant par sa démagogie anti-capitaliste et son apparence de force et d'intransigeance. Mais comme solution aux maux dont souffre la petite-bourgeoisie et l'ensemble des masses exploitées, il ne peut offrir que les aventures guerrières : c'est pourquoi le petit-bourgeois devenu fasciste ressemble à l'homme dont les vêtements ont pris feu et qui se jette dans l'eau qui l'engloutira. Cependant cela permet aux capitalistes de prolonger leur domination.

Mais le prolétariat peut lui aussi utiliser la révolte des masses exploitées petites-bourgeoises et les empêcher de se tourner vers le fascisme ; et il empêche par là-même non seulement son propre écrasement mais aussi celui de toute la nation sous la botte de la dictature.

La classe ouvrière le peut parce qu'elle est la seule force politique et sociale dans la nation qui est réellement capable d'abolir le capitalisme avec ses maux, sa corruption, sa misère. Mais il faut aussi que les autres couches opprimées de la nation puissent s'en rendre compte. Pour cela l'action de la classe ouvrière doit être dirigée contre l'existence même du régime capitaliste, contre les fondements de l'ordre existant, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste par la propriété privée des moyens de production. Seule l'expropriation du Capital fera naître une société dans laquelle le petit paysan, le petit rentier, le petit commerçant, etc. seront

libérés par l'ouvrier, par le Gouvernement ouvrier et paysan, des maux engendrés par le capitalisme.

Une classe ouvrière prisonnière de la politique bourgeoise (Front Populaire, Résistance, etc.) qui prétend lutter contre le fascisme dans le cadre du régime capitaliste ne peut pas attirer à elle les couches exploitées de la petite-bourgeoisie.

Les politiciens bourgeois et social-traîtres prétendent que pour lutter contre le fascisme, il faut abandonner le programme révolutionnaire et faire front avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie pour la défense de la "démocratie". Mais ce qui intéresse les couches exploitées de la petite-bourgeoisie ce n'est pas tant la "démocratie", qu'une issue à leurs conditions de vie intolérables. Quant aux ouvriers, la démocratie c'est le droit d'association, de presse, de grève, etc. pour mieux se défendre contre les capitalistes. Or le système bourgeois "démocratique" et ses politiciens maintiennent pour les petits-bourgeois aussi bien que pour les ouvriers l'exploitation et la misère, tandis qu'ils s'efforcent le plus possible de limiter les véritables droits démocratiques. Si bien qu'à la longue les couches exploitées de la petite-bourgeoisie cherchent une issue hors du régime "démocratique" (capitaliste) ; mais cette issue elles ne peuvent pas la trouver du côté du prolétariat si celui-ci, à cause de la politique de ses dirigeants, est cramponné aux "démocrates" c'est-à-dire aux représentants de "gôche" du capitalisme ; elles la chercheront alors du côté fasciste.

De tout ceci il résulte que le principe fondamental de la lutte contre le fascisme est le suivant : pas d'union avec la bourgeoisie de "gauche" sur un programme "démocratique" capitaliste, mais union de tous les démocrates véritables autour de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie.

La petite-bourgeoisie craint-elle cette action, comme le disent les bureaucrates ouvriers ? Rappelons seulement qu'entre le 12 février 1934 et juin 1936, la classe ouvrière, ayant fait montre d'une grande décision d'action qui laissait espérer à l'ensemble de la population laborieuse la lutte décisive pour un régime nouveau, la petite-bourgeoisie fit bloc (surtout dans la lutte) autour de l'action ouvrière. Ce n'est qu'à partir du "il faut savoir finir une grève" de Thorez, pendant les grèves de juin 1936, que l'espoir des masses fut déçu. Les bureaucrates ouvriers ayant trahi le Front Unique prolétarien en faveur d'un front avec Daladier (Front Populaire), ce "front" sombra dans le marasme parlementaire et la désillusion des masses ouvrit la voie à la réaction à partir de 1937.

La véritable lutte contre le fascisme est seulement la lutte anti-capitaliste. C'est donc, comme nous le disions au début, par leur position de classe que les ouvriers se trouvent être les vrais champions de la lutte anti-fasciste. Mais pour que la classe ouvrière constitue pour les couches exploitées petites-bourgeoises un pôle d'attraction dans cette lutte, elle doit réaliser son unité de combat, pour devenir assez forte pour renverser la bourgeoisie. D'autre part elle doit pouvoir défendre un programme capable de satisfaire les revendications de la petite-bourgeoisie, sur le terrain de la lutte révolutionnaire. Comment réaliser cette unité, quel est ce programme qui peut déterminer la petite-bourgeoisie à appuyer une classe ouvrière révolutionnaire ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans le prochain numéro.

L'UNITE DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE

La lutte contre le fascisme a donc comme première condition l'unité de combat de la classe ouvrière. Mais la classe ouvrière ne possède pas d'organisation politique unique. Elle est dirigée par des partis et des fractions ayant des principes et des méthodes d'action différents et prétendant chacun détenir seul le secret de la délivrance. Les principales tendances dans le camp ouvrier sont le réformisme et la tendance révolutionnaire, entre lesquelles se situent des nuances intermédiaires. Dans les moments de "calme", ces dernières s'efforcent de réaliser une "synthèse" des deux tendances, mais dans les moments de crise, elles se situent le plus souvent dans le camp réformiste. La tendance réformiste et la tendance révolutionnaire se combattent avec acharnement, s'accusant réciproquement des fautes commises et des échecs.

Toute une catégorie d'ouvriers ayant le sain désir de l'unité se laisse tromper par le mirage suscité sur l'unité organique des partis ouvriers, qui permettrait à la classe ouvrière de n'écouter qu'un seul guide.

Cependant réformisme et révolution n'expriment pas deux méthodes différentes pour arriver au même but, mais l'opposition irréconciliable entre les intérêts de classe des millions d'exploités et d'opprimés, et les intérêts d'une minorité ouvrière relativement bien payée et de mentalité profondément embourgeoisée. Détenant un grand nombre de postes de responsables dans les organisations ouvrières ou dans l'administration bourgeoise (syndicats, partis politiques, mairies, sièges de députés, etc...) cette couche domine habituellement l'action ouvrière, l'empêchant, la brisant quand elle menace de bouleverser le système qui leur permet de s'élever au-dessus de leur classe : c'est ainsi qu'en juin 1936 l'aristocratie ouvrière, représentée par la bureaucratie syndicale et politique, parvint à arrêter la poussée des millions d'ouvriers les plus exploités. Le réformisme, en s'efforçant de sauvegarder les intérêts de l'aristocratie ouvrière élevée au-dessus de la masse, défend donc l'ordre bourgeois (qui à son tour engendre le fascisme). L'unité envisagée par le PS et le PC ne serait qu'une assurance supplémentaire de la bureaucratie contre la révolution des masses. La révolution seule permet à ces dernières de renverser le capitalisme et couper ainsi la racine même du fascisme.

Puisque la division en partis de la classe ouvrière provient de la différence d'intérêts existant en son sein et que ce n'est pas cette division en partis qui crée la différence d'intérêts, seule une forme d'organisation englobant directement toute la masse en lutte (et non pas seulement les militants des différents partis) peut unifier l'action de la classe ouvrière. Cette forme d'organisation, ce sont les Comités. Dans les usines et dans les quartiers, les travailleurs, dans des Assemblées générales ou de masse, élisent des délégués, révocables à chaque instant, chargés d'exécuter les mesures votées par les assemblées. Ces comités exécutifs locaux envoient des délégués à la région, qui à leur tour délèguent des responsables nationaux. Ainsi se trouve créé un

organisme groupant dans son sein les millions d'exploités en lutte sans nuire à l'unité d'action ; car ce sont les travailleurs eux-mêmes qui déterminent démocratiquement (à la majorité) la politique à suivre dans chaque question donnée. Chaque parti politique peut ainsi faire la preuve de ce que valent pratiquement ses méthodes d'action. Il ne s'agit plus d'étiquette ("réformiste" ou "révolutionnaire"), mais de l'attitude devant des faits que les masses touchent du doigt.

Ce n'est pas à tort qu'on a appelé les Comités (ou Conseils) ouvriers des "Parlements ouvriers". Chaque parti garde son entière liberté d'agitation et de propagande parmi les masses, mais dans l'action pratique il doit faire approuver sa politique par les masses groupées dans les Comités. Mais les Comités ne sont pas un organisme seulement légiférant, ils sont à la fois délibératifs, législatifs et exécutifs.

Les Comités n'ont pas de vertu en soi. C'est selon la politique qui triomphera en leur sein que se décidera le sort de la classe ouvrière. En voici deux exemples : en Russie en 1917, avec le triomphe dans les masses soviétiques de la politique bolchévique (révolutionnaire) sur la politique menchévique (réformiste), les Soviets (nom russe des "Comités") prirent en main tout le pouvoir et les capitalistes furent renversés. En Allemagne en 1918, ce fut la politique réformiste qui triompha dans les Conseils, grâce à la faiblesse politique de la fraction révolutionnaire ; les réformistes s'unirent en un Front populaire avec la bourgeoisie, transmirent tout le pouvoir des Conseils à la bourgeoisie et menèrent finalement à leur liquidation. Le sort de l'Allemagne fut décidé dans le sens fasciste grâce à la trahison réformiste.

Nous exposerons donc la prochaine fois le programme politique que la IVème Internationale propose aux travailleurs révolutionnaires, pour qu'ils puissent soulever les masses ouvrières et populaires contre la bourgeoisie, les unifier réellement dans des Comités d'action et concentrer tout le pouvoir, par la dictature du prolétariat, entre les mains de la classe ouvrière.

LE PROGRAMME TRANSITOIRE

Le plus important c'est de comprendre les rapports objectifs qui existent entre la lutte révolutionnaire des travailleurs et les intérêts des autres couches exploitées et opprimées de la population. Quand le prolétariat soutient les autres couches exploitées contre leurs exploiters, ce n'est pas là de sa part une "ruse" destinée à se faire des alliés temporaires pour mettre la main sur le pouvoir et le concentrer définitivement entre ses mains vis-à-vis d'elles ; la dictature du prolétariat ne peut pas représenter un nouveau pouvoir oppresseur. Le soutien par le prolétariat des autres exploités (quelle que soit la forme de cette exploitation), découle tout naturellement de la nature des intérêts de la classe ouvrière elle-même. Celle-ci ne peut pas lutter contre sa propre exploitation sans affranchir en même temps à tout jamais l'humanité entière de toute exploitation et de toute oppression. La classe ouvrière ne lutte pas pour s'emparer pour elle seulement des moyens de production et donc exploiter par ce moyen la société. En luttant pour l'expropriation de la bourgeoisie, elle n'arrache les moyens de production à celle-ci que pour effectuer leur retour à la société entière. La dictature du prolétariat n'est qu'une forme politique de lutte contre la bourgeoisie dépossédée, c'est un organe de la majorité des travailleurs contre la minorité d'exploiteurs, c'est un organe qui se dissout de lui-même au fur et à mesure que la société devient harmonieuse par la disparition des classes.

Luttant pour leurs revendications, les travailleurs s'affirment donc tout naturellement les champions de tous les exploités et opprimés. C'est eux qui représentent la nation en face d'une minorité de rapaces exploiters, si par nation l'on entend les travailleurs des villes et des campagnes sans le sommet exploiteur. Mais le prolétariat à notre époque impérialiste ne peut pas faire prévaloir effectivement les intérêts de la véritable nation travailleuse dans le cadre des frontières capitalistes. Ce n'est que par le renversement de la bourgeoisie dans tous les pays, par les Etats-Unis Socialistes du Monde, que pourront être émancipés les exploités de chaque pays, donc de France. Voilà le point fondamental du programme politique de la classe ouvrière. Dans la pratique bien entendu, ce point du programme ne sera que l'aboutissement final de toute une série d'objectifs économiques et politiques TRANSITOIRES.

Voici les principaux de ces objectifs :

Pour mobiliser en premier lieu la classe ouvrière, il faut lutter pour du travail et une existence digne pour tous, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail (pas de travail excessif d'un côté et le chômage de l'autre, mais répartition du travail existant entre tous les travailleurs), un salaire minimum réellement vital. L'expérience propre des travailleurs leur montrera que le capitalisme ne peut en aucun cas les laisser vivre et ils comprendront la nécessité de s'organiser non seulement dans les Syndicats mais aussi dans les Comités d'usine.

Ceux-ci exigeront : l'abolition du secret commercial (qui constitue le droit divin du patron) et le contrôle ouvrier sur l'industrie dans le but de comprendre d'où viennent les maux qui accablent les travailleurs et que les capitalistes attribuent à la pluie et au beau temps.

L'expropriation de certains groupes de capitalistes, comme le Métro, les chemins de fer, les mines, la production d'énergie, la grosse industrie, l'industrie de guerre. Cet objectif s'impose tellement à l'heure actuelle que le gouvernement capitaliste dépense beaucoup d'encre et procède à beaucoup de mise en scène ("nationalisations", etc.) pour sauver les trusts et les monopoles : c'est au prolétariat révolutionnaire de montrer que seul il est capable de réaliser cette expropriation.

La confiscation de tous les bénéfices de guerre, l'expropriation des banques et l'étatisation du système de crédit. Les opérations financières du gouvernement tombent lourdement sur toutes les couches pauvres (avant tout sur les petits rentiers) ; la confiscation des bénéfices de guerre résoudrait les difficultés financières sans accabler la population laborieuse.

La petite bourgeoisie, c'est-à-dire les petites gens des villes et les paysans, est aussi immédiatement intéressée à ces mesures. Enfin les paysans ne seraient plus les éternelles victimes des banques et des spéculateurs de la Bourse. L'alliance entre la ville et la campagne deviendra possible par la suppression des intermédiaires capitalistes qui grugent les paysans et affament les villes. L'échange direct entre les travailleurs producteurs de produits industriels et les paysans rendra la prospérité aux uns comme aux autres, par le soutien des paysans pauvres (crédit à bon marché), l'abolition des hypothèques qui ont remis aux banques la propriété des paysans, le soutien d'un programme de revendications pour les prolétaires agricoles.

Pour mobiliser les femmes et la jeunesse travailleuses, il faut exiger : A travail égal, salaire égal ! Droits politiques intégraux pour les femmes, les jeunes et les soldats !

Soutien des travailleurs immigrés et coloniaux, en premier lieu par la revendication du Statut légal.

Droits démocratiques élémentaires pour tous, comme le droit de grève, d'association, d'expression. Liberté de la presse par la suppression de l'autorisation préalable, de la censure, du monopole des trusts et la répartition proportionnelle du papier par chaque groupe de citoyens constitué.

Ces revendications permettront la mobilisation de toutes les couches exploitées et opprimées autour du prolétariat ; mais elle se heurtera à la résistance du pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire de son Etat. Pour lutter contre cet Etat, les révolutionnaires appelleront les masses en lutte à créer leurs propres organes du pouvoir, les Conseils ; par les Milices ouvrières et l'armement du prolétariat, ils lutteront pour le Gouvernement ouvrier et paysan, expression directe et exclusive de ces Conseils. L'ancien appareil étatique de la bourgeoisie ne peut pas être utilisé par les travailleurs. La destruction de la police, de la bureaucratie, etc., organes de la bourgeoisie qui écrase les masses, enlèvera à celle-ci ses moyens de domination politique.

Ce programme est-il possible ? demandera le sceptique. N'est-il pas trop radical ? Ne pourrait-on se contenter de solutions plus "raisonnables" ? Par ces questions, le sceptique (imbu d'esprit petit-bourgeois) montre qu'il n'a rien compris à notre époque qui est celle des monopoles capitalistes, de l'impérialisme économique. Il faut évidemment une grande énergie révolutionnaire aux masses pour que la réalisation d'un tel programme soit possible. Et les sceptiques voient seulement que les 9/10ème du temps les masses ne déploient pas d'énergie révolutionnaire. Mais c'est seulement parce que la révolution est l'aboutissement historique d'une foule de processus cachés en temps "normal", "pacifique".

La guerre impérialiste a mené la société à un point où il n'est plus possible de vivre comme par le passé. Les masses sont de plus en plus contraintes par la situation objective de trouver en elles l'énergie nécessaire pour se mettre en mouvement. Si les révolutionnaires ont "tort" les 9/10ème du temps, c'est seulement pour avoir raison au moment de la révolution. Celle-ci développe son rythme impétueux en un temps relativement court. Mais cette période suffit pour émanciper à tout jamais l'humanité entière. Voilà pourquoi travailler minutieusement et attendre patiemment son heure sont les qualités les plus précieuses d'un révolutionnaire. Voilà pourquoi aussi, quand la révolution prolétarienne en France les appellera à l'action directe, les partisans de la IVème Internationale seront armés de pied en cap idéologiquement et matériellement pour vaincre l'ennemi capitaliste.

CONTRE LE COURANT

La continuation de la parution clandestine de notre journal au moment où la CGT, le PC et le PS sont "reconnus" par le nouveau gouvernement, pourrait étonner les travailleurs qui ont conservé la foi dans la "légalité républicaine". Rappelons à ces travailleurs, les plus nombreux, que le régime "républicain" couronné par les décrets-lois scélérats de 1939-1940 -toujours en vigueur- soumet la presse à un contrôle qui rend impossible toute expression vraiment libre et réprime féroce tout mouvement ouvrier anti-militariste.

La clandestinité ne date pas de l'occupation allemande. En 1939-1940, malgré la légalité d'une CGT et d'un PS social-patriotes, le PC, qui combattait alors la politique de guerre des gouvernements Daladier et Reynaud, n'était-il pas dans la plus stricte illégalité ? Ses militants n'étaient-ils pas traqués, emprisonnés, torturés par milliers ? La mise à mort pour activité communiste n'avait-elle pas commencée sous le régime républicain dont se réclame De Gaulle ? Si aujourd'hui le PC est redevenu légal, c'est uniquement parce que, comme la CGT et le PS, il livre les travailleurs à la bourgeoisie comme chair à canon pour la poursuite de la guerre impérialiste.

Nous étions aussi, nous Trotskyistes, illégaux dès septembre 1939, parce qu'il nous fallait conserver notre entière liberté de mouvement pour combattre la guerre de brigandage impérialiste que notre bourgeoisie avait décidé de mener, guerre qui ne pouvait conduire les peuples de France et de tous les pays qu'aux catastrophes sans nombre dont aujourd'hui encore on ne voit pas la fin.

Et cette indépendance du contrôle bourgeois, c'est-à-dire la clandestinité, nous est comme avant nécessaire, car nous restons fidèles à notre tâche. Ce n'est pas au nom d'un soi-disant "intérêt commun", "national", des masses travailleuses françaises avec la bourgeoisie, que nous avons combattu Hitler et sa machine de guerre impérialiste. C'est au nom de la solidarité internationale des travailleurs que nous avons combattu et la bourgeoisie française, et l'impérialisme allemand. Nous continuons aujourd'hui, quelles que soient les difficultés et les hésitations, quelle que soit l'éventuelle incompréhension de certains ouvriers arriérés. Les événements montreront que nous ne faisons que remplir notre devoir envers la classe ouvrière internationale et en premier lieu envers la classe ouvrière française. Car, *sans la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, sans le renversement de*

la bourgeoisie, cette guerre sera suivie à bref délai d'autres guerres. (Lénine).

OOO

La bourgeoisie essaie aujourd'hui de manœuvrer le mouvement de la IVe Internationale en France en accordant l'autorisation de paraître légalement à un journal qui s'en réclame. Cette manœuvre, nous la dénonçons et nous dénonçons aussi la compromission de ceux qui croient lutter réellement contre la guerre impérialiste avec l'autorisation et sous le contrôle de la censure bourgeoise.

Car on ne peut lutter vraiment contre la guerre sans appeler les choses par leur véritable nom : la guerre, impérialiste (même faite avec l'appui des social-patriotes) ; nos généraux, des cannibales (comme le dit "l'Inter") ; les gouvernements impérialistes, français allemand, anglais, etc., les ennemis n° 1 de leurs peuples. Et au moment où la tuerie impérialiste et le chauvinisme déchaîné font des ravages terribles, nous ne pouvons pas un instant cesser d'appeler, AVANT TOUT, les soldats des pays belligérants à faire entre nous, travailleurs, la trêve, et la guerre aux tyrans !

OOO

Nous utiliserons toutes les possibilités qu'offre la légalité des organisations ouvrières social-patriotes pour renforcer notre mouvement et atteindre les couches les plus larges des travailleurs. Mais si la Lutte de Classes continue, elle, à paraître clandestinement, ce sera jusqu'au moment où les masses ouvrières, convaincues par les faits de l'impossibilité de supporter plus longtemps un régime d'oppression, de misère et de guerre, dresseront devant le pouvoir de la bourgeoisie leur propre pouvoir, le pouvoir des Conseils d'ouvriers et de paysans. ALORS SEULEMENT LES TRAVAILLEURS POURRONT TROUVER DANS LA PRESSE LEGALE LEUR PROPRE PRESSE !

"NATIONALISATION" OU EXPROPRIATION ?

De tous les côtés les hommes des trusts se posent en champions de l'élimination des monopoles et des trusts. Mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'ici, comme dans tous les autres domaines, la démagogie des hommes des trusts cache leurs intentions d'oppression et d'exploitation du peuple. Ainsi, le programme du C.N.R. approuvé par De Gaulle, ne demande, en tant que mesure contre les trusts, que "*l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation*". En outre, "le retour à la nation -mais il n'est pas indiqué comment- des grands moyens de production monopolisés (sources d'énergie, richesses du sous-sol, compagnies d'assurances, grandes banques)". Mais par ailleurs une voix autorisée déclare : "les nationalisations seront des cas d'espèce".

Tout le monde se rappelle encore la comédie des nationalisations de 1936. Encore moins qu'alors les hommes des trusts veulent éliminer leurs maîtres. Si la classe ouvrière veut chasser ceux qui ont mené l'humanité à la catastrophe, elle doit imposer L'EXPROPRIATION SANS RACHAT des grandes compagnies monopoleuses. Pour cette tâche les ouvriers ne doivent faire foi à aucune promesse démagogique, *tendant surtout à les éliminer de l'action. L'Humanité écrit* : "de la police, en particulier, les milieux nationaux attendent qu'elle sache déjouer toutes les provocations du Comité des Forges" (7/9/44). Quelle dérision ! Ce n'est pas à la police, corps spécialement entretenu par la bourgeoisie pour sa défense, c'est aux ouvriers, dans les usines, les mines et sur les chantiers d'imposer leur contrôle aux capitalistes, en vue de l'expropriation sans rachat ! VIVE LE CONTROLE OUVRIER !

La politique internationale

LE CHOIX QU'IL FAUT FAIRE ...

"La France aussi DOIT occuper l'Allemagne... la France y a un droit particulier" ...

C'est ainsi que quotidiennement *l'Humanité* revendique pour la France le droit à l'occupation de l'Allemagne. Les staliniens d'aujourd'hui ne peuvent pas plus brutalement et plus cyniquement renier le communisme de la période héroïque, quand, en 1923, la bourgeoisie poursuivait comme criminels *l'Humanité* pour ses campagnes de presse et les militants du PC pour leurs manifestations contre l'occupation de la Ruhr !

Mais, le rédacteur de *l'Humanité* se "plaint" par ailleurs et "dénonce" avec une grande vigueur certains projets anglais et américains visant à faire des pays d'Europe occidentale, et de la France en particulier, une "tête de pont" de l'Angleterre et des Etats-Unis.

La "politique" extérieure de Magnien a de quoi satisfaire les aspirations les plus profondes du petit-bourgeois obtus : opprimer soi-même au nom de la "*Justice*", et crier à l'injustice si LES MEMES exigences impérialistes le touchent lui-même. Car il est évident que *l'occupation de l'Allemagne par les Anglo-Américains, avec ou sans la coopération de la France*, implique le contrôle de la France. C'est uniquement en contrôlant la France, la Belgique et la Hollande que les Anglo-Américains peuvent établir politiquement et techniquement leur contrôle sur l'Allemagne.

D'ailleurs, d'une façon générale, le capitalisme à son stade impérialiste a non seulement séparé le monde en pays exploités et pays exploités (peuples coloniaux, etc.), mais aussi a soumis les impérialistes plus faibles (Hollande, Belgique, Italie, France, etc.) à la puissance impérialiste mondiale que sont les Etats-Unis. Et Magnien lui-même le reconnaît quand il écrit : "on sait qu'elle-même (l'Angleterre, qui doit contrôler l'Occident européen) sera dans une certaine mesure dans la dépendance de l'Amérique".

OOO

D'autre part, la grande question agitée par la presse patriote, c'est le droit pour la France de décider avec les alliés dans les négociations de paix. A cela on répond : "ayez une force matérielle à la hauteur de vos revendications, et après nous verrons..." Ainsi, la Résistance nous avait trompés quand elle prétendait qu'en "se libérant elle-même" la France acquerrait des droits et retrouverait une place prédominante dans le camp allié. Cela n'était qu'un début. *Le pays appauvri, ruiné, saigné par cinq années de guerre aura une place non pas en raison des sacrifices apportés à la cause alliée, mais "SUIVANT LE RAPPORT DE FORCES"* (Lénine), comme cela se passe entre brigands pour partager le butin.

Et voilà pourquoi à nouveau du sang doit être versé non seulement en Europe, mais aussi en Extrême-Orient et partout où l'impérialisme français voudra imposer ses "droits".

Ce n'est donc qu'en s'arrachant aux combinaisons impérialistes, ce n'est qu'en renonçant à se faire l'instrument de la politique impérialiste, ce n'est qu'en renonçant à vouloir opprimer d'autres peuples, que la classe ouvrière arrachera la France à de telles combinaisons et aux maux qui s'en suivent. Si la France doit occuper un jour une place d'honneur dans la grande famille des nations du globe, ce n'est plus en tant que puissance impérialiste, mais par la contribution importante qu'elle aura apportée à la libération définitive du genre humain, à l'établissement de la société socialiste.

A l'alliance avec les impérialistes, substituons l'alliance entre tous les opprimés : A BAS LES SOCIAL-IMPERIALISTES ! VIVENT LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

POUR UNE VERITABLE DEMOCRATIE !

Dans l'Humanité du 7/9 Marty avoue : "La 5° colonne est entièrement maîtresse des postes décisifs en Afrique du Nord... La 5° colonne est en majorité dans tous les postes dirigeants de la production industrielle et agricole, des transports par mer et par terre, des administrations. Elle influence même l'armée et la marine. Elle se renforce journellement".

Le 9/9 Marty déclare : "nous ne voulons pas voir ici ce qui se passe en Corse, où, un an après la libération du territoire, rien ne s'est amélioré dans aucun domaine".

Et il s'adresse au gouvernement – le même, celui de De Gaulle – avec cette demande : "l'épuration doit être menée sans faiblesse ici, à Paris, et sans attendre. Demain, il serait trop tard" (l'Humanité, 7/9).

Cependant à Paris et dans la Métropole :

1° "épuration", du ressort des Cours de justice bourgeoises, n'a *aucun caractère de répression vis-à-vis des capitalistes*. Mais par ailleurs L'AMNISTIE N'EST PAS ACCORDEE POUR LES DELITS DE 1939-1940 qui marquent encore, pour la justice, *seule légale*, de la bourgeoisie, des dizaines de milliers de travailleurs communistes.

2° TOUS les leviers de commande économiques (donc *politiques*) restent aux mains des capitalistes. La situation des masses travailleuses dépend *entièrement* de leurs décisions. Les "nationalisations" ne sont qu'une phrase.

3° L'état de siège est maintenu et confirmé. En conséquence L'AUTORITE MILITAIRE décide en fait du droit de presse et de réunion. La censure subsiste.

4° La loi du 18 avril 1938 interdisant le port d'armes aux citoyens est confirmée. Cette mesure n'est pas dirigée contre les fascistes, mais contre les ouvriers, car :

a) des attaques à main armée contre les mairies de gauche des XVIIe et XIXe arrondissements, et des tentatives de désarmement des FTP ont été dirigées par les forces officielles de l'ordre, police, garde-mobile (*l'Humanité, 15/9*).

b) des troupes d'assaut spéciales sont mises sur pied contre les organisations ouvrières (*l'Humanité 15/9*) sans que le gouvernement s'en émeuve.

Donc, tandis que *l'Humanité* envoie les travailleurs mourir pour les capitalistes sur les champs de bataille, la bourgeoisie prépare son attaque contre la classe ouvrière.

DRESSONS NOS MILICES OUVRIERES D'USINE ET DE QUARTIER CONTRE LES TENTATIVES DE LA BOURGEOISIE. ARMONS-NOUS ! AYONS NOS PROPRES DEPOTS D'ARMES ! Forgeons le front unique prolétarien pour la défense des exploités, pour la conquête de la véritable liberté : A BAS LA CENSURE ! A BAS L'ETAT DE SIEGE ! A BAS LES COURS MARTIALES ANTI-PROLETARIENNES ! A BAS LES DECRETS-LOIS SCELERATS DE 1938-1940 !